FO la force syndicale DGFiP DRESG

Monsieur le Directeur,

L'automne est de retour et pas seulement d'un point de vue météorologique. Avec également le train des mauvaises nouvelles....

Le projet de Loi de Finances pour 2015, prévoit de supprimer 2491 emplois de plus dans notre ministère, dont 2000 à la seule DGFiP.

Ce sont ainsi 32 000 emplois qui ont disparu depuis 2002 !

Assez curieusement, le Ministre annonce déjà 900 millions d'euros au titre de la lutte contre la fraude fiscale en 2015 .

Nous connaissons les extraordinaires dons de prévision du voyant de Bercy dont les prophéties se réalisent jamais. Alors, le voilà qui nous explique que le service de traitement des déclarations rectificatives (STDR) comptera 120 salariés – nous on dit fonctionnaires – au lieu de 40.

Où est la logique quand on diminue des emplois tout en expliquant qu'en les augmentant, on arrive à augmenter les recettes... et oui, en étant plus nombreux, on permettrait aux fonctionnaires de travailler plus pour gagner plus.... de recettes pour l'Etat.

C'est vrai que la logique de Madame Irma est particulière car , entre deux nouvelles taxes, il arrive - mais c'est un grand farceur- à annoncer une perspective de baisse d'impôt....à laquelle nous sommes tous invités à croire vu qu'elle est aussi réaliste que l'inversion de la courbe du chômage...

Ne pas dire stop aux suppressions d'emplois, c'est laisser à penser à notre Directeur Général et à nos Ministres y compris les plus éphémères, que nos conditions de travail sont supportables.

Comment la Direction Générale va-t-elle gérer la situation qui est déjà affligeante. Elle ne propose rien d'autre qu'une restriction de l'ouverture au public afin de pallier le manque de moyens … quelle avancée humaine et sociale! Réduire l'ouverture au public au moment où , compte tenu de la politique fiscale de ce Gouvernement, les français éprouvent de plus en plus de difficultés à comprendre et à payer leurs impôts et qu'ils ont donc besoin de voir encore plus les fonctionnaires, est une totale stupidité technocratique, qui risque de compliquer encore plus les relations entre les administrés et les fonctionnaires dans un contexte marqué par deux affaires emblématiques que personne n'a oublié.

Que devient le Service Public, notre Service Public qui est un des fondements de notre République comme l'affirmait le Général de Gaulle et que devrait méditer son triste successeur actuel, il n'est pas réformé , ce que nous comprendrions évidemment , mais sacrifié sur l'autel de l'improvisation.

Nous ne savons pas si vous, vous gardez le moral ... mais au travers de ce que nous voyons et entendons, pour nos collègues et pour nous représentants des personnels, nous constatons que le quotidien professionnel aux Finances Publiques devient difficile.

D'abord parce que, de multiples manières, on tente de nous culpabiliser. Ha le bel argument de la sécurité de l'emploi liée à notre statut, mis à toutes les sauces...
Encore que quand on gratte un peu, elle n'est plus si certaine que cela ladite sécurité .....
On met tout en oeuvre pour nous faire comprendre que nous sommes trop nombreux et que nous ne travaillons pas assez , arguments longuement développés dans la presse par exemple suite à l'exploitation déformée du rapport de la Cour des Comptes, ou pour justifier une réforme territoriale incompréhensible, réforme qui répond aux injonctions européennes, visant à organiser la République

en fédérations de régions très autonomes (y compris vis-à-vis du droit national), ou pour maintenir pendant 7 ans le gel du point d'indice.

Y a -t-il quelqu'un dans les hautes sphères qui lit le tableau de bord de veille social ou le baromètre social ?

FO DGFIP revendique l'augmentation immédiate des traitements, salaires et pensions de 8 % et l'attribution uniforme de 50 points d'indice sur la grille.
FO DGFIP revendique instamment l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois à la DGFiP, et demande d'ores et déjà l'appel de tous les contrôleurs et inspecteurs inscrits sur les listes complémentaires des concours.

FO DGFIP exige le maintien d'une fonction publique statutaire de corps organisés en catégories.

FO DGFIP exige l'arrêt immédiat de la démarche stratégique, prétexte aux futures suppressions d'emplois, la réduction du réseau et la restructuration des missions financières comme fiscales.

Avec sa Confédération, sa Fédération Générale des Fonctionnaires et sa Fédération des Finances, FO combat et demande le retrait du pacte de responsabilité et sa cohorte de contre-réformes néfastes.

Noisy le Grand le 7 novembre 2014

Les représentants FO DGFIP